



Syndicat National
Force Ouvrière
des Lycées et Collèges

Communiqué
du 22/05/2018

PsyEN(EDO) / Fermeture des CIO / transfert aux régions : Au cœur des réformes comme pour les cheminots, la fin du statut. Inacceptable !

Lors du Comité technique ministériel du 16 mai, le ministre annonce qu'il envisage de resserrer ladite « carte cible » des CIO du précédent gouvernement qui en fermait déjà plus de la moitié. Le seul principe retenu par le ministre : un CIO par département ! Mais quel CIO puisque le ministre a annoncé à toutes les organisations syndicales lors des réunions bilatérales la fermeture progressive de tous les CIO ?

La poursuite des contre-réformes de démantèlement du service public national d'orientation : se débarrasser des personnels compétents. Preuve en est la baisse des postes !

La réalité c'est le désengagement total de l'Éducation nationale de l'orientation scolaire qu'il veut confier aux régions, aux personnels autres que les ex COP, et surtout aux officines qui se sont créées dans le cadre de *ParcourSup*.

Le nombre de CIO ne cesse de diminuer. La fermeture effrénée des CIO coïncide avec la diminution du nombre de personnels d'orientation. Ces dix dernières années, le nombre de personnels d'orientation est passé de 4914 (en 2006) à seulement 3565. Soit 27% en moins !

Le projet de loi sur « *la liberté de choisir son avenir professionnel* » prévoit le transfert des DRONISEP aux régions (article 10). Cela concerne 28 sites sur l'ensemble du territoire national et signifierait la fin de l'ONISEP.

Le nouveau statut des PsyEN(EDO) ne protège pas les personnels

La volonté du ministre d'affecter les PsyEN(EDO) dans les établissements scolaires est une confirmation que le maintien des CIO n'est pas à l'ordre du jour. Le statut des PsyEN(EDO) n'est plus un statut dérogatoire calé sur celui des personnels enseignants qui les protégeait. Il est devenu un statut et un corps à part entière sans lien avec l'enseignement et les statuts particuliers de l'Éducation nationale, cela facilite la tâche du ministère, c'est pourquoi FO s'est opposée à la création du corps unique des PsyEN.

Avec la réforme du lycée, les missions des PsyEN(EDO) sont mises en concurrence

L'« *accompagnement au choix de l'orientation* » prévu par la réforme Blanquer du lycée, selon un volume horaire laissé à la libre appréciation des établissements, « *implique l'intervention des membres de l'équipe éducative et, le cas échéant, des personnes et organismes invités par l'établissement et qui peuvent être mandatés par le conseil régional.* » Dans ce cadre, pourquoi maintenir les CIO, pourquoi faire appel aux PsyEN(EDO) puisque tout le monde peut conseiller les lycéens ? Les PsyEN(EDO) sont fonctionnaires d'État, ils ont des missions de service public : ce ne sont pas des intervenants extérieurs qui ne seraient pas soumis au devoir d'impartialité tels que – pourquoi pas – des chefs d'entreprise, des directeurs de ressources humaines, des formateurs, etc.

Le combat pour la défense du service public national de l'orientation, pour le maintien de tous les CIO, c'est le combat pour la défense de tous les services publics et le statut de fonctionnaire

Le 22 mai, les fonctionnaires des trois versants ont réaffirmé leur rejet des plans du gouvernement : suppression de 120.000 postes de fonctionnaires, gel du point d'indice, recours accru au contrat en lieu et place du recrutement de fonctionnaires sous statut, rémunération « au mérite », rétablissement du jour de carence... Il s'agit de poursuivre la liquidation de tous les droits et garanties collectives, des cheminots, des fonctionnaires, des salariés du privé, au nom de la réduction des dépenses publiques (40 milliards entre 2015 et 2017, 60 milliards supplémentaires d'ici 2022) et des exigences du patronat.

La remise en cause du service public national de l'orientation, de ses structures, de ses personnels et de leurs statuts, s'inscrit bien dans un plan d'ensemble. C'est pourquoi le SNFOLC, avec la FNEC FP-FO et la confédération Cgt-Force ouvrière, considère qu'une mobilisation interprofessionnelle est nécessaire pour construire le rapport de forces pour gagner.

Le SNFOLC revendique :

- ▶ Aucune fermeture de CIO, maintien du service public national d'orientation
- ▶ Aucune affectation des PsyEN en établissement scolaire
- ▶ Retrait du projet de réforme du Baccalauréat et du lycée, abrogation de la loi ORE
- ▶ Maintien de tous les postes et création des postes aux concours à la hauteur des besoins
- ▶ Retrait du projet de loi « *sur la liberté de choisir son avenir professionnel* »

Le SNFOLC se félicite du succès de la grève et des manifestations du 22 mai. Il appelle les personnels à se réunir ensemble en défense des PsyEN et des CIO notamment lors de la manifestation nationale le 5 juin au ministère où une audience a été demandée.